

MONDE

Albanie: Berisha sonne l'heure de la réconciliation

L'opposition participera à un gouvernement d'union et un scrutin sera organisé.

Tirana envoyé spécial

Le président albanais Sali Berisha a finalement cédé aux exigences de l'opposition, en annonçant hier la formation d'un gouvernement de «réconciliation nationale» et la tenue dans les deux mois d'élections anticipées. A la télévision, il a rendu publiques les concessions très importantes faites à ses adversaires, notamment aux socialistes (ex-communistes), la force dominante de l'opposition qui devrait se voir la part du lion dans le futur cabinet. Il y a quelques jours encore, Sali Berisha excluait tout accord de gouvernement avec «les rouges» estimant que ce serait «transformer la démocratie en otage». Sa volte-face est donc totale mais il n'avait plus le choix, la rébellion continuant à s'étendre au sud, prenant samedi la ville de Gjirokaster et contrôlant désormais un cinquième du pays (selon une TV grecque, cinq personnes auraient été tuées dans la ville de Permeti, dont la population se serait soulevée).

Les pressions des Occidentaux craignant une déstabilisation de tous les Balkans et un nouvel exode des Albanais expliquent aussi le changement du chef de l'Etat. «Je me résous à cette coalition avec les socialistes en raison de l'intérêt supérieur du pays», a précisé Sali Berisha en précisant que les insurgés avaient une semaine pour rendre leurs armes et que l'amnistie serait accordée aux civils ayant participé aux troubles comme aux militaires qui n'ont pas défendu leurs casernes.

Il reste maintenant à savoir si ces concessions, qui correspondent pour une bonne part aux requêtes de l'opposition et des divers comités de salut public des rebelles,

La rébellion contrôle désormais un cinquième du pays. Samedi, elle prenait la ville de Gjirokaster.

suffiront à arrêter les troubles. De nombreux en doutent. Les premières concessions du pouvoir jeudi, comme l'appel au calme lancé en commun avec l'opposition et la trêve de 48 heures, n'ont pas ralenti les activités des insurgés. Ceux-ci se réclament peu ou prou de l'opposition et les ex-communistes jouent un rôle clé dans les comités installés dans les trois grandes villes du Sud en révolte. Mais ces instances ne semblent avoir une influence assez limitée sur les combats.



A la frontière sud de l'Albanie, samedi. Des dizaines de femmes et d'enfants, fuyant dans la crainte de combats, tentent de trouver refuge en Grèce.

en révolte, même si désormais d'anciens officiers ont pris en main l'organisation de la défense. Plusieurs observateurs soulignent que ce gouvernement de coalition est aussi pour l'opposition un cadeau empoisonné, car il aura aussi beaucoup de difficultés à faire revenir le calme.

En attendant, l'Italie a décidé de fermer la porte aux demandeurs d'asile albanais, arguant que la situation en dehors du sud du pays «ne présente aucun caractère d'urgence ou de risques pour les personnes».

Les ressortissants qui auraient gagné illégalement l'Italie seront donc expulsés vers le port de Durazzo ou vers Tirana. Cette décision semble obéir davantage à une volonté d'aider Berisha qu'à celle de décourager un éventuel débarquement en masse. Jusqu'ici en effet, le déferlement redouté de boat-people n'a pas eu lieu, une soixantaine de réfugiés seulement étant arrivés à Otranto ou à Brindisi.

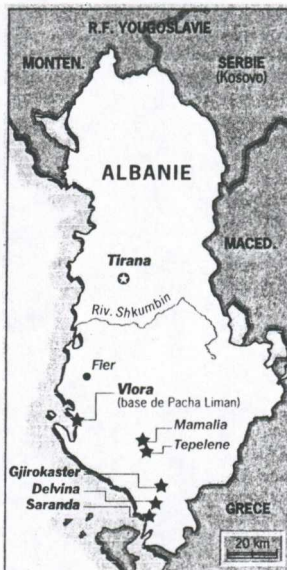
M. S.

EDOUARD MIR à Rome

«Nous ne pouvions pas tirer sur les nôtres» La base de Vlora est tombée sans combat et l'armée a rallié les insurgés.

Vlora envoyé spécial

L'aura à presque complètement dévoré la peinture jadis grise des quatre gros sous-marins de fabrication soviétique flottant côte à côte en bout de jetée. Ils n'ont plus pris la mer depuis cinq ans, comme les trois contre-torpilleurs ancrés un peu plus loin. Seules une demi-douzaine de vedettes achetées jadis à la Chine populaire paraissent en état de naviguer. «Il n'y a plus d'argent pour l'entretien et les pièces de rechange; les démocrates ont détruit notre flotte», explique amer un capitaine désormais en habits civils qui, comme la plupart des militaires, ne cache pas son ressentiment contre le pouvoir de Sali Berisha «qui a fait trop de mal à l'armée albanaise». Un état d'esprit qui explique pourquoi, à Vlora il y a dix jours ou avant-hier à Gjirokaster, l'armée, bien que présente en force, n'ait pas résisté à l'émeute. **Pas de résistance.** Chaque jour, il se relaie avec ses collègues pour surveiller le matériel: «Pacha Liman est maintenant sous le contrôle du peuple.» Cette grande base navale construite par les Soviétiques dans le golfe de Vlora pour verrouiller le sud de l'Adriatique fut le cauchemar des stratèges de l'Otan jusqu'à la rupture, en 1960, entre Tirana et Moscou. Elle peut pa-



raître inexpugnable. Entre mer et lagune, une étroite bande de terre hérissée de bunkers mène à la rade au pied d'une montagne truffée de galeries. Fleuron de la force navale albanaise, Pacha Liman est tombé aux mains des insurgés de Vlora le 1^{er} mars, en moins d'une heure. La ville en révolte ne peut plus être attaquée par la mer.

«Nous n'avons même pas eu besoin de tirer un coup de feu», raconte un des volontaires qui menèrent l'attaque. Ils sont arrivés à quelques milliers à l'entrée de la base. «Ce n'étaient pas des rebelles ou des bandes mais vraiment le peuple de la ville; nous ne pouvions pas tirer sur les nôtres», témoigne un des officiers. Ils ont parlementé avec les émeutiers pour les convaincre de protéger les bateaux et les munitions. Puis les portes furent ouvertes, les dépôts d'armes légères pillés et les soldats renvoyés chez eux. Mais les torpilles et toutes les armes lourdes restent sous bonne garde. Le commandant de la base, Mitat Islami, a été arrêté à Tirana pour trahison. «C'est injuste, il a sauvé le matériel et évité un bain de sang», insistent les officiers, qui exigent sa libération comme l'une des conditions, avec la création d'un gouvernement de coalition et des élections anticipées, pour récupérer les armes. La plupart d'entre

suite page 10